

Communiqué de presse | Salle comble pour débattre des politiques d'accueil dans le Briançonnais. Les élu·e·s de la majorité aux abonné·e·s absent·e·s.

Le samedi 3 février 2024, le débat public autour de la question « Quelle politique d'accueil dans le Briançonnais ? » organisé par Tous Migrants et Médecins du Monde a fait salle comble, certaines personnes n'ont même pas pu entrer dans la salle. Alors qu'ils et elles ont été invité·e·s, les élu·e·s de la majorité Briançonnaise ne se sont pas présenté·e·s, ne facilitant pas le débat contradictoire recherché.

Permettre un espace de parole ouvert et constructif était l'un des objectifs de ce premier événement organisé à Briançon dans le cadre de la semaine de mobilisation autour de la journée transnationale de commémoration des mort·e·s des frontières. Un objectif rempli au regard de l'affluence et de la diversité des prises de paroles. Des solidaires de tout le tissu associatif Briançonnais et des personnes exilées ont pu contribuer à la discussion.

La thématique était celle des politiques d'accueil. Une question ouverte que nous avons explorée en suivant le parcours des personnes exilées sur le territoire français, du passage de la frontière à l'installation en passant par la santé et l'hébergement. En suivant ce parcours nous avons pu faire état de toutes les frontières que les politiques de non-accueil érigent, de toutes les barrières que ces personnes ont à franchir pour simplement vivre.

Les discussions ont permis d'élargir encore cette définition de l'accueil. Des personnes exilées ont en effet souligné qu'accueillir est aussi et surtout « considérer », « valoriser », pour pouvoir « sentir qu'on est le/la bienvenu·e ».

Pour chacun des thèmes abordés, le constat est le même : les autorités publiques manquent à leurs devoirs, ne respectent ni le droit, ni les personnes et l'accueil pèse uniquement sur des habitant·e·s et des associations qui font ce qu'elles et ils peuvent pour accueillir dignement.

Si l'Etat français, par sa police, par ses administrations, par « sa culture »... s'enferme dans l'exclusion, Mohammed d'origine libyenne arrivé en France il y a 3 ans le souligne : « le peuple lui, peut désobéir, peut être accueillant ». Une élue de Guillestre, ville adhérente du réseau ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants), rappelle également qu'il est possible pour une mairie de s'engager en faveur d'une politique d'accueil et d'installation. Et Briançon l'était avant !

Solidarité territoriale et responsabilité de l'Etat dans la mise en place d'une politique d'accueil inclusive sont les mots qui résonnent dans nos esprits après ce temps d'échanges et restent la seule option envisageable pour guérir les souffrances liées aux parcours de migration.

